Asia Centre

2026 • Unfiltered · Spécial

17 novembre 2026

*Asia Unfiltered | Les billets d'Asia Centre | Regards croisés*

# Chacun à sa place ?

Auteurs :
**Arnaud Leveau et Isabelle Feng**
*Introduction : Jean-François Di Meglio*




Chine · France

## À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

## À propos de l'auteure, Isabelle Feng

Isabelle Feng est spécialisée dans l'économie et la politique étrangère de la Chine, en particulier les relations Chine–Union européenne et Chine–États-Unis. Diplômée en économie de l'Université de Wuhan, puis en droit de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de Paris Dauphine, elle s'intéresse à la gouvernance des entreprises chinoises cotées à l'étranger, à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et aux stratégies géoéconomiques chinoises dans un contexte multilatéral.

Forte d'une expérience en conseil en fusions-acquisitions, ses travaux portent également sur la portée extraterritoriale des législations nationales, l'industrie mondiale des semi-conducteurs et l'évolution des rapports de force économiques dans un ordre international en mutation.

Isabelle Feng est vice-présidente d'Asia Centre depuis 2025.

## À propos de l'auteur, Arnaud Leveau

Arnaud Leveau est président d'Asia Centre. Il a plus de 25 ans d'expérience pratique dans la région Indo/Asie-Pacifique dans l'industrie (Airbus, Danone, Sciaci), les affaires gouvernementales, le conseil stratégique et la recherche en relations internationales. Il a notamment été à de nombreuses reprises le sherpa du groupe Airbus au Dialogue de Shangrila à Singapour. Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'École normale supérieure de Lyon sur la politique étrangère sud-coréenne. Il a travaillé au sein de plusieurs centres de recherche asiatiques, comme l'ASEAN Studies Center de l'université Chulalongkorn (Thaïlande), le Center for South East Asia Asian Studies de l'université de Kyoto (Japon) ou de l'Institute for East Asian Studies de l'université de Sogang (Corée du Sud). Ses travaux ont notamment reçu le soutien de la fondation de Corée et la Société Japonaise pour la promotion de la science (JSPS). Il a également été directeur-adjoint de l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine à Bangkok (IRASEC, MEAE - UMIFRE 22). Il est membre depuis 2010 du comité de lecture du groupe de réflexion Asie21 (Futuribles) et a participé à la création de l'Observatoire Asie-Pacifique de la Fondation Jean Jaurès. Il est l'auteur de nombreuses publications sur la péninsule coréenne, la Thaïlande, l'Asie du Sud-Est, les questions de sécurité et de défense dans la région Indo-Pacifique. Il enseigne le monde des affaires en Asie à l'université Paris Dauphine PSL (M212).

*Asia Unfiltered | Les billets d'Asia Centre*

# Chacun à sa place ?

*Billets d'humeur : Regards croisés*

*Qui décide de la place des États dans le monde ? Et qui peut prétendre parler au nom de tout un peuple ?*

*À partir d'un échange sur les ambitions chinoises et la place de la France, Arnaud Leveau et Isabelle Feng proposent deux billets d'humeur aux perspectives différentes, mais complémentaires. Le premier s'interroge sur la hiérarchie des puissances et la capacité des États à préserver leur autonomie. La seconde revient sur l'affaire Mbappé et les réactions d'internautes chinois refusant qu'on leur dicte ce qu'ils doivent penser ou ressentir.*

*Deux regards qui se croisent plus qu'ils ne s'opposent, autour d'une même question : jusqu'où peut-on assigner aux autres une place qu'ils n'ont pas choisie ?*

*Jean-François Di Meglio*

## La Chine, les grands, les petits et les autres : l'art de remettre le monde à sa place

Arnaud Leveau

*15 novembre 2026*

Il y a une trentaine d'années, étudiant à Pékin, j'ai reçu ma première leçon d'harmonie universelle. Mes professeurs m'expliquaient, avec une patience toute confucéenne, que le monde ressemblait à un grand banquet. Chacun y avait sa place, et l'harmonie tenait à ce que personne ne se trompe de chaise. La Chine présidait, cela allait de soi. La France, pays charmant, cultivé, un peu bavard, était priée de s'asseoir plus loin, du côté des petits pays. Il me faudrait apprendre à témoigner à la grande Chine le respect dû à son rang.

J'en garde un souvenir amusé. L'harmonie avait ses avantages, surtout pour celui qui dressait le plan de table. La Chine d'alors roulait encore à bicyclette et comptait ses réserves de change avec prudence, mais le sentiment de grandeur précédait déjà la puissance. Le produit intérieur brut se mesurait en dollars ; la grandeur se comptait en millénaires.

### L'égalité, à condition de savoir rester à sa place

Pékin défend l'égalité souveraine des États, inscrite dans les cinq principes de coexistence pacifique de 1954, et se présente volontiers en protecteur des petits contre l'arrogance des grands. Le discours est sincère tant que les petits restent d'accord. La difficulté commence lorsqu'ils contrarient les intérêts du grand.

En juillet 2010, au Forum régional de l'ASEAN à Hanoï, Yang Jiechi, alors ministre des Affaires étrangères, rappelait à ses voisins d'Asie du Sud-Est que la Chine était un grand pays, qu'ils étaient de petits pays, « et c'est un fait ». On ne pouvait reprocher à la formule son manque de clarté. Elle avait la franchise d'un plan de table imprimé.

Washington, Moscou et les anciennes puissances coloniales ont connu les mêmes tentations, et l'Europe serait mal placée pour donner des leçons de modestie. Mais la diplomatie chinoise a une manière bien à elle de lier le respect au rang. Le petit est invité à comprendre les « préoccupations légitimes » du grand ; le grand se réserve le soin de trier, parmi les préoccupations du petit, celles qui méritent d'être entendues. Tous les États sont égaux en dignité. Certains se jugent seulement plus qualifiés pour dire ce que l'égalité signifie.

## Trop petite pour le trône, trop grande pour l'oubli

Nos propres catégories ne valent guère mieux. Que partagent la France, l'Australie, l'Indonésie, la Corée du Sud, le Canada et la Turquie, sinon une étiquette commode, celle de « puissance moyenne » ? On range sous ce mot des pays qui n'ont en commun ni la taille, ni l'économie, ni l'armée, ni les dépendances. La catégorie ressemble à ces tiroirs de cuisine où l'on finit par mettre tout ce qui ne trouve pas sa place ailleurs.

Je parlerais plutôt, pour quelques-uns d'entre eux, de puissances moyennes avancées : des États dont les capacités technologiques, industrielles, militaires et diplomatiques sont assez diversifiées pour leur laisser le choix. Le choix de refuser une contrainte, de garder plusieurs portes ouvertes, d'agir sans demander la permission.

La France appartient à cette famille. Ses fragilités sont connues, et ses habitants les commentent avec un talent que le monde entier leur envie : désindustrialisation, dette, gouvernements qui se succèdent plus vite que les saisons. Elle conserve pourtant un siège permanent au Conseil de sécurité, la dissuasion nucléaire, une industrie aéronautique et spatiale de premier rang, un réseau diplomatique parmi les plus denses du monde, une langue dont le nombre de locuteurs augmente, et le deuxième espace maritime de la planète. Avec ses territoires d'outre-mer, elle s'étend sur douze fuseaux horaires, davantage que tout autre pays. Pour un petit pays, il est rare d'avoir autant d'aubes à surveiller.

Il y a une différence entre un pays qui n'a plus les moyens de ses ambitions et un pays qui ne sait plus très bien quoi faire des moyens qu'il possède. La France relève du second cas. Elle ne manque pas tant de puissance que de confiance dans celle qu'elle a.

## Le bambou, la rame et le troisième voisin

La rivalité sino-américaine pousse chacun à choisir son camp, comme dans une cour d'école où les deux plus grands composent les équipes. Une grande partie de l'Asie refuse de se laisser choisir, et elle a ses propres mots pour le dire.

Le Vietnam pratique une « diplomatie du bambou » : des racines solides, un tronc ferme, des branches souples qui plient sous le vent sans rompre. L'Indonésie reste fidèle à l'image que Mohammad Hatta proposait dès 1948, celle d'un pays qui doit « ramer entre deux récifs ». La Mongolie, posée entre l'ours et le dragon, s'est inventé un « troisième voisin » pour ne pas avoir à n'en écouter que deux. La Corée du Sud et le Japon, alliés des États-Unis, cultivent leurs propres ambitions industrielles et diplomatiques sous le parapluie américain, et n'hésitent plus à en vérifier les baleines.

Ces stratégies ne se ressemblent pas, mais elles partent d'une même intuition : la sécurité d'un pays se mesure au nombre d'options qu'il conserve.

Les Européens ont mieux à faire que de rêver d'un troisième bloc, que peu de partenaires asiatiques souhaitent. Des coopérations concrètes avec ces pays, sur les technologies critiques, la sécurité maritime, l'énergie, les approvisionnements ou la recherche, suffiraient à desserrer l'étau. La puissance moyenne ne

se définit plus par son incapacité à imposer ses préférences, mais par sa capacité à empêcher, avec d'autres, que celles des plus grands deviennent les seules disponibles. Il ne s'agit pas de remplacer une domination par une autre. Il s'agit de rendre la domination plus difficile.

## Le faire-part peut attendre

Reste cette formule qu'une partie de la presse chinoise répète avec gourmandise : 法国完了, « la France, c'est fini ». Le verdict est hardi. Il vise un pays dont l'histoire tient en une longue suite de catastrophes annoncées et de redressements que personne n'avait prévus.

Louis XI a rebâti l'autorité royale sur les ruines de la guerre de Cent Ans. Henri IV a refermé les guerres de Religion, ouvrant la voie au Grand Siècle. Napoléon a réorganisé l'État après la Révolution, à un prix humain qu'il ne faut pas oublier. La IIIe République s'est consolidée après Sedan. De Gaulle a rendu à la France, après 1940, un rang que personne ne lui promettait. La France a pris l'habitude de se relever au moment précis où l'on commandait les couronnes mortuaires.

Ce n'est ni une loi de l'histoire ni une promesse de résurrection éternelle. Notre passé compte aussi ses aveuglements et ses occasions perdues. Mais les périodes de faiblesse ne sont pas des verdicts. On s'étonne qu'un pays si attaché au temps long succombe à une lecture aussi pressée du déclin des autres. La sagesse chinoise elle-même le rappelle : lorsque le vieil homme de la frontière perdit son cheval, qui pouvait dire si ce n'était pas une chance ? (塞翁失马，焉知非福)

Un pays qui a survécu à la guerre de Cent Ans, à plusieurs révolutions, à deux guerres mondiales et à quinze constitutions devrait pouvoir survivre à quelques crises gouvernementales. Nos amis chinois peuvent ranger les faire-part et décommander le traiteur.

L'histoire de France offre une leçon aux amateurs de hiérarchie universelle : les places attribuées par les puissants restent rarement occupées très longtemps. La grandeur d'une nation ne se mesure pas seulement à la chaise qu'elle occupe au banquet, mais à sa capacité de refuser celle qu'on prétend lui assigner.

# Mbappé et le nom maudit du président Mao : la propagande de Pékin face à ses limites

Isabelle Feng

*Le 13 novembre 2026*

*Condamnation par les médias officiels, ruptures de contrats en cascade : le boycott de Mbappé piloté par Pékin a été fulgurant. Mais le plus intéressant est ce qui s'est passé ensuite. Si les entreprises obéissent aux consignes de l'État, beaucoup d'internautes, jeunes ou moins jeunes, refusent de laisser le Parti communiste chinois (PCC) dicter ce qu'ils doivent aimer ou détester.*

## Une campagne éclair et un nom qu'on ne peut pas prononcer

Le 26 octobre, le nom de Mbappé a envahi les réseaux sociaux chinois après que les médias officiels, du Quotidien du peuple à CCTV, ont condamné ses propos jugés « inappropriés et anti-chinois ». Dans une vidéo de coulisses du talk-show *The Bridge*, enregistrée en avril, le joueur plaisantait sur des montages parodiques circulant en ligne, dont l'un le faisait ressembler à un « dictateur chinois ». La production y ajoutait des images de Mao Zedong dont les traits étaient remplacés par les siens. La résiliation éclair de ses sponsors chinois illustre l'efficacité de la mécanique de mise à l'index : devenu l'homme à abattre, le footballeur s'est excusé le lendemain sur son compte X pour avoir « blessé » les sentiments du peuple chinois.

Détail révélateur : aucun des médias chinois qui ont condamné Mbappé n'a cité ses mots incriminés (« dictateur chinois »), ni osé nommer Mao. Tout au plus le *Quotidien de Guangming* (*Guangming Ribao*, « Quotidien de la Lumière ») rappelle-t-il, à demi-mot, qu'il est inadmissible d'insulter « (le) dirigeant suprême chinois décédé » (中国已故伟大领袖 : zhōngguó yǐgù wěidà lǐngxiù). Le footballeur lui-même n'a pas prononcé le nom de Mao dans la vidéo.

Derrière le Great Firewall, les internautes chinois ignorent donc ce qu'a dit le joueur, hormis ceux qui ont des contacts à l'étranger ou utilisent un VPN. Sur les réseaux, c'est devenu un jeu : deviner l'identité de ce mystérieux « dirigeant suprême chinois décédé ». Certains donnent des indices : « celui dont l'effigie orne le billet de 100 yuans », ou « l'auteur du poème *Qinyuanchun · Neige* », appris par des générations d'écoliers. D'autres suggèrent « le premier président du syndic de notre copro », ou celui « dont le portrait est affiché dans chaque foyer du Hunan » (province natale de Mao).

Situation absurde : le nom de Mao Zedong est ainsi devenu un secret d'État, alors même que son image est omniprésente et que son héritage occupe une place centrale dans le récit du régime totalitaire, accentuée depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir. Sacralisé, le Grand Timonier demeure intouchable : le qualifier de « dictateur », surtout de la part d'un sportif étranger, relève presque du sacrilège.

D'où le casse-tête des censeurs : comment défendre le culte de Mao tout en taisant son nom ? Comment réprimer d'innombrables commentaires qui ne contiennent aucun terme sensible mais sont clairement contestataires ? La tâche est d'autant plus rude que Mbappé compte des millions de supporteurs en Chine, dont beaucoup de jeunes, et que la campagne de boycott risque de les braquer.

## Des réactions qui échappent au script

La déferlante de condamnations officielles a sans doute nourri des protestations nationalistes en République populaire, mais, la fièvre médiatique retombée, de vieilles vidéos des plus beaux buts de Mbappé ont recirculé sur des réseaux comme WeChat, avec de nouveaux messages de soutien à l'attaquant

du Real Madrid. Ces voix discordantes ne prennent pas forcément le parti du joueur, mais elles refusent de s'aligner sur la ligne officielle.

Parmi les commentaires encore visibles, beaucoup déclarent, avec une naïveté désarmante : « Je ne peux pas boycotter Mbappé, je ne sais même pas ce qu'il a dit ! »

Les excuses du footballeur ont suscité chez certains une résonance inattendue, peu du goût du Parti : « Votre "nous" n'inclut pas "moi", je ne suis pas blessé. » « Dis-moi ce qu'il a dit, et je te dirai si je suis blessé. » D'autres s'en prennent à ceux qui prétendent parler en leur nom : « Quand vous mettez l'argent dans votre poche, vous m'ignorez. Et maintenant, quand il faut boycotter, vous faites appel à moi ? »

Cette fois, la stratégie habituelle du Parti, qui consiste à mobiliser l'opinion contre « le mal étranger », ne semble pas rencontrer l'adhésion escomptée. Un internaute résume cette défiance par un sous-entendu appuyé : « Le mal que "eux" nous veulent, c'est vous qui me le racontez. Le mal que vous m'avez fait, c'est moi qui l'ai vécu. » À quoi fait-il allusion ? À la Révolution culturelle, à la répression de Tian'anmen, ou à des injustices plus ordinaires, comme les salaires impayés depuis des années des travailleurs migrants sur les chantiers ? Le message ne le dit pas.

La censure paraît se retourner contre les censeurs. Les médias chinois reprochent à Mbappé de n'avoir publié ses excuses que sur X (plus de 20 millions d'abonnés) et non sur Instagram (plus de 130 millions), alors que ces deux plateformes sont inaccessibles depuis la Chine continentale. Des internautes ironisent : « Comment avez-vous pu consulter son compte alors que moi, je ne le peux pas ? Donnez-moi accès pour que je puisse aller le critiquer ! » Certains refusent de condamner sur la foi d'informations qu'ils ne peuvent vérifier. Un autre pousse le raisonnement plus loin : « Comment savoir si ce que vous me racontez est vrai ? »

En voulant sanctuariser la mémoire de l'empereur Rouge, Pékin a fait de Mbappé, pour une partie du public, un héros malgré lui : sa notoriété, comme le nombre de ses fans, semble avoir grandi en Chine depuis ; beaucoup ont même déclaré de ne plus vouloir acheter les boissons de Dongpeng, qui ne sponsorise plus le joueur. Chez ceux qui connaissent ses propos, « Mbappé est honnête. Non seulement il joue bien au football, mais en plus, il a de bonnes valeurs », écrit un internaute. Un autre salue son courage d'avoir « dit la vérité ». Il y a ceux qui vont jusqu'à voir en lui le petit garçon du conte d'Andersen, *Les Habits neufs de l'empereur*, qui ose proclamer que l'empereur est nu.

## Le précédent de la NBA

Comme le dit un proverbe chinois, « il est plus facile de monter sur le dos d'un tigre que d'en descendre » (骑虎难下, qí hǔ nán xià). Comment terminer une campagne de boycott national sans perdre la face ? Le gouvernement chinois en a déjà fait l'expérience avec la NBA : après le tweet du directeur général des Houston Rockets en soutien des manifestants de Hong Kong, en 2019, Pékin a coupé les ponts avec la ligue américaine, avant de la laisser discrètement revenir, en ligne dès 2020, à la télévision en 2022. Ce revirement fait ricaner les internautes, qui comparent le pouvoir à « un concombre de mer » (海参, hǎishēn) : plein d'épines en apparence, mais sans colonne vertébrale.

L'affaire Mbappé pourrait connaître le même sort : l'indignation commandée évaporée, le boycott s'éteindrait sans bruit. Mais l'essentiel est ailleurs. Cette polémique montre les limites de l'emprise du Parti unique sur les esprits, même à l'heure où il contrôle les plateformes et les algorithmes. À vouloir dicter les sentiments à plus d'un milliard d'âmes, Pékin risque de transformer ses campagnes de propagande en démonstration de son impuissance à convaincre.

*Depuis 20 ans, Asia Centre est engagé pour stimuler et soutenir la création de connaissances indépendantes sur l'Asie contemporaine. Les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.. Votre contribution permet de soutenir nos travaux de recherche et d'analyse*

**Soutenez Asia Centre**

